

ÉLECTIONS DU 7 JANVIER

M. VAUTRAIN

Président du conseil général de la Seine
et du conseil municipal de Paris.Liste des journaux qui recommandent
la candidature de M. Vautrain :

La Liberté, La France, Le Journal des Débats, L'Opinion nationale, Le Progrès, Le Moniteur universel, Le Français, Le Siècle, Le Petit Journal, Le Bien public, Le Courrier de France, Le Petit Moniteur, La Petite Presse, Le Petit Journal.

LES TÉLÉGRAMMES

DE LA NUIT ET DU MATIN

France

Marseille, 4 janvier, soir. Contrairement à ce que les journaux avaient annoncé ce matin, M. Gambetta est parti pour Paris.

M. Challemeil-Lacour prononcera ce soir un discours dans la grande salle de l'hôtel d'Orléans.

Angleterre

Londres, 4 janvier.

Bulletin de nuit. — Le prince de Galles a bien dormi cette nuit. La convalescence continue dans de bonnes conditions tout à fait favorables.

Londres, 4 janvier. Plusieurs secousses assez fortes de tremblement de terre ont été ressenties ce matin à Sheffield. La foudre est tombée sur une église près de Manchester et a détruit complètement l'intérieur.

Londres, 5 janvier.

Les journaux sont autorisés à confirmer que le gouvernement soutiendra la nomination de M. Brand comme successeur du *speaker* de la Chambre des communes.

Allemagne

Berlin, 4 janvier.

La Gazette de la Croix dit que les négociations engagées en France au sujet de la conclusion d'un traité postal, sont encore pendantes. M. Stephan, directeur général des postes, se rendra bientôt à Paris afin d'accéder les négociations.

La même feuille dit qu'on s'occupe, dans les régions complètes, de nouer des négociations avec l'Autriche, à l'effet de conclure un nouveau traité postal. L'ouverture des pourparlers avec l'administration des postes d'Autriche aura lieu aussitôt après la conclusion du traité postal avec la France.

Berlin, 5 janvier.

M. de Gontaut-Biron, ambassadeur de France, est arrivé hier soir venant de Paris. Il est descendu à l'hôtel royal.

Espagne

Madrid, 4 janvier, soir.

L'indisposition de M. Sagasta s'étant aggravée, ne lui a pas permis d'assister au service funéraire célébré aujourd'hui en l'honneur du maréchal Prim.

Le roi présidera cette cérémonie, qui a été très solennelle.

Le maréchal Serrano y assistait à côté du roi, comme ancien régent d'Espagne. Les fils du maréchal Prim étaient à côté du maréchal Serrano. Il y avait peu de radicaux, et l'on a beaucoup remarqué l'absence de MM. Zorrilla, Marias et Rivero.

Le journal la Política croit que le général Concha sera envoyé à Cuba. Le contre-amiral Polo serait nommé ministre d'Espagne à Washington.

On assure que le décret de convocation des Cortès pour le 21 janvier.

Le journal l'Argos dit que le gouvernement se propose de remplacer, avant la réouverture des Cortès, divers gouverneurs de province par des hommes habitués au commandement, et ayant une valeur personnelle assez marquée pour faire sortir les éléments conservateurs de la retraite où ils se trouvent dans diverses provinces.

Le Journal officiel de ce matin publie un arrêté pris, à la date du 29 décembre dernier, par M. le ministre des travaux publics, et approuvé par M. le président de la République, qui règle, à titre provisoire, les délais d'expédition, de transport et de livraison des marchandises sur les chemins de fer.

Nos lecteurs se rappellent que nous nous sommes faits, maintes fois, l'écho des

plaintes du commerce et de l'industrie, contre l'insécurité de nos grandes Compagnies privilégiées, et que, même, nous avons commencé une étude complète et approfondie de la grave question de leur monopole.

L'arrêté de M. le ministre des travaux publics ne donne qu'une demi-satisfaction à la réclamation récemment portée à la tribune par un représentant d'un de nos plus grands centres manufacturiers, l'honorable M. Le Royer. Les transports de grande vitesse sont seuls, dès à présent, réplacés sous le régime des délais fixés par l'arrêté ministériel du 12 juin 1866.

Quant aux expéditions et transports de marchandises de petite vitesse, les compagnies sont autorisées, jusqu'au 1^{er} mars prochain, à porter au double les délais qui les concernent. Les délais pour les expéditions de grande et de petite vitesse, en provenance ou à destination des départements occupés par les troupes allemandes, restent suspendus jusqu'à complète évacuation de ces départements.

Le Journal des Débats de ce matin publie une longue lettre de Mgr Dupanloup, dans laquelle l'académicien démissionnaire explique les motifs de sa résolution.

Mgr Dupanloup se fait de l'Académie une toute autre idée que celle que l'on s'en fait d'habitude dans le monde.

« En voyant, dit-il, qu'elle renferme les premiers hommes d'Etat, les premiers philosophes, les premiers jurisconsultes, les premiers littérateurs de mon pays, je croyais et je crois encore que la France est attentive à ses actes, à ses paroles, à ses élections. »

Et partant de cette exagération, il arrive tout naturellement à conclure que l'Académie, en élevant à elle le professeur le plus connu et le plus militant d'athéisme, au lendemain de la plus épouvantable explosion du matérialisme en politique et en morale que le monde ait vue, offre à la France un spectacle lamentable et porte le plus rude coup à la conscience publique.

Mgr Dupanloup se trompe. Tout l'intérêt qui s'attache chez nous à l'Académie est un simple intérêt de curiosité, auquel même ne prennent part que certaines classes fort peu nombreuses de la société. Les masses ignorent l'Académie, et l'Académie est dans l'impuissance la plus absolue d'exercer la moindre influence sur les masses.

Le peuple sait vaguement qu'il y a là quarante savants ou lettrés dont le mérite et les œuvres sont fort au-dessus de ses facultés d'étude et d'appréciation ; et quand il lui prend envie de chercher un guide en morale, en politique, en religion ou autre chose, ce n'est point si loin ni si haut qu'il lui faut aller.

Nous avons dit pourquoi nous regrettons la démission de Mgr Dupanloup. Au temps où nous sommes, toute manifestation immodérée d'une conviction extrême en politique ou en religion, peut avoir un retentissement profond et dangereux dans les masses. A toutes les causes de division qui subsistent au sein de notre pauvre pays, nous considérons comme un grand malheur que vint s'ajouter encore la querelle religieuse.

A M. Léonce Détrouyat, rédacteur en chef de la Liberté.

châtiment, toutes les réactions à la révolution, qui en est l'explication.

« Je vous approuve donc pleinement et cordialement de n'avoir pas fait verser la Liberté dans l'ornière de l'abstention par la haute de l'intolérance et de vous être hautement rallié à la candidature de M. Vautrain. »

« Ne fût-elle pas bonne, que cette candidature serait encore la meilleure si, le 7 janvier, elle est celle qui, même à défaut de la majorité, doit réunir la minorité la plus considérable. »

« Je regrette que ce sentiment, qui est le mien, n'ait pas été celui du Constitutionnel (dont le directeur, mon ami, est le président de l'Union parisienne de la presse) du Figaro, du Gaulois, de la Gazette de France, du Journal de Paris, du Messager de Paris, du Monde, de l'Union et de l'Univers ; j'espère encore que ces journaux changeront d'avis après avoir lu la lettre si concluante de M. Allou qui je vous engage à reproduire. »

« Le sage et patriotique conseil qu'il donne est celui que je suivrai, en faisant dans mon quartier tout ce qu'il faudra faire pour que tout le monde vote. »

« Oui, il faut que tout le monde vote ; car le retour à Paris du Gouvernement campé à Versailles se lie étroitement à notre délivrance de l'occupation étrangère par la libération ponctuelle de la France, le 2 mars 1872. »

« Le candidat qu'avant tout il faut combattre, car c'est le plus dangereux, le seul vraiment dangereux, c'est le candidat des intolérants et des irréconciliables, c'est celui qui se nomme : »

« L'Abstention. »

« Ce qui fut le tort des gouvernements déchus et des dictatures avortées, ne l'imposons pas. »

« Tolérance ! Tolérance ! »

« Tout à vous, »

« ÉMILE DE GIRARDIN. »

LA LETTRE DE M. ALLOU

AU RÉDACTEUR

4 janvier.

La profession de foi de M. Vautrain ne peut laisser aucune hésitation aux bons citoyens, dans la lutte qui va s'ouvrir.

Comment peut-on, parmi les hommes d'ordre et de conservation, en présence d'une semblable candidature, parler d'abstention, de bulletins blancs, et désavouer à la fois ainsi les encouragements donnés, chaque jour, à l'initiative individuelle, et l'appel adressé au patriotisme et à la conciliation ? Il est donc bien vrai que, dans le langage des partis, faisons-nous des concessions, entendons-nous, cela veut dire tout simplement : subissons mon programme et reconnaissez mon principe !

Est-ce qu'il n'est pas évident que les succès de M. Vautrain, aujourd'hui, en face de la candidature ultradémagogique qu'il vient combattre, serait de nature à reconquérir enfin la province et Paris, à assurer le retour de l'Assemblée dans la capitale, à relever en Europe le sentiment de notre énergie morale, à nous rendre aussi à nous-mêmes un peu de confiance et de sécurité ?

Dès lors, nous devrions tous marcher d'accord.

Ab ! il est bien vrai que ce triomphe-là pourrait donner quelque force au gouvernement de M. Thiers, qu'il pourrait être un encouragement et une joie pour le grand citoyen qui est coupable vis-à-vis de tous les partis de n'avoir livré son influence à aucun d'eux, et de l'avoir gardée tout entière pour la cause de la France ! Mais que

le même conseil était ainsi donné sous forme de feuille rose-rouge, imprimée à deux colonnes, tirée et distribuée à des centaines de mille exemplaires.

AUX ÉLECTEURS DÉMOCRATES

Si difficile que soit, dans les circonstances actuelles, à l'encontre de tant d'ambitions surexcitées, en présence d'un pouvoir armé de tant de lois restrictives, et d'un journalisme aussi compromis dans toutes les intrigues électorales, la tâche de faire entendre aux électeurs démocrates le langage de la dignité et de l'honneur, les signataires de la présente déclaration, veulent cependant essayer de la remplir. Il est des moments où le silence, si cher aux âmes fières, n'est plus une protestation suffisante. Il faut parler, il faut contredire, il faut fuser le cri de la conscience, dit-on le faire étouffer cent fois sous les clameurs oppressives de l'ambition et de la vanité.

Électeurs démocrates, vous êtes trompés, odieusement trompés !

Quelques journalistes, abusant étrangement du monopole de leur publicité, et aggravant les restrictions légales du régime de la presse par une compression d'espèce toute nouvelle, ont entrepris d'annuler d'un seul coup, à leur profit, toutes les précautions prises pour assurer l'indépendance de vos décisions souveraines. Toute l'initiative des citoyens a été réduite à néant. Les comités sortis de cette initiative ont été méconnus, honnis, mis en interdit dans les colonnes d'une presse qui ose s'appeler libérale. Les vœux des ouvriers envoyés dans ces comités par la confiance de leurs camarades ont été dédaignés. Vous ne saurez même pas les noms des démocrates éprouvés qui avaient reçu dans de sérieuses opérations préparatoires la mission de vous éclairer de leurs conseils.

Il ne s'élève plus à votre adresse que les voix de quelques meneurs défilants, destinés, par leur propre scission, de toute autorité et de tout mandat. Les candidats qui vous sont proposés par de prétendus organes de l'opposition démocratique sont le résultat d'un choix arrêté dans un concubinage de ces candidats eux-mêmes. Une monstrueuse alliance de noms en est sortie, qui semble n'avoir d'autre but que de dénaturer le sens de toutes les polémiques des dernières années. Notre contrôle est supprimé par ceux-là précisément que vous aviez à contrôler. Ils ont dévié, dans leur sagesse, que l'électeur devait être réduit à l'impossibilité de discuter l'éligible.

Est-ce là une prétention que le corps électoral puisse être obligé de subir ? Est-ce là un exemple de dignité démocratique qu'il faille sanctionner ? Devons-nous admettre à côté de l'action déjà si ébranlée du pouvoir, qu'il suffise, pour constituer une dictature de l'opinion, de l'accord de quelques journalistes et de quelques anciens députés qui veulent à tout prix le redonner ? Voulez-vous, si ce n'est une ombre de liberté électorale ?

Evidemment non.

Il n'y aurait plus à parler de démocratie dans un pays où la démocratie laisserait passer d'aussi condamnables précédents.

Que reste-t-il à faire aux démocrates pétrifiés d'un vrai sentiment de leur dignité civique ?

Les partisans du vote effectif, du vote ayant pour objet la désignation d'un candidat, ne peuvent plus songer à opposer liste à liste, non propre à nom propre. Tous les moyens sérieux de publicité leur font défaut, et, par la réduction, à l'impuissance des comités frappés d'interdit, les candidatures démocratiques, forcément isolées, ne peuvent plus se produire que dans les conditions les plus défavorables.

Les partisans du vote négatif, du vote par bulletin blanc, vont ainsi s'ajouter une considération de fait tout à fait puissante à tant de raisons de principes déjà si graves qui leur commandent de s'abstenir de toute désignation de candidats. Comment ne pas comprendre désormais que ce qui se passe est la plus haute justification de leur sentiment ?

Dans cette triste situation, qui est l'effet des

LE VOTE PAR BULLETIN BLANC

Certains journaux faisant partie de l'Union parisienne de la presse conseillent le vote par bulletin blanc.

Ce conseil, le Gaulois le donne ce matin en ces termes :

Votez avec des bulletins blancs !

Le vote en blanc n'est pas une abstention ; on est forcé de compter les bulletins blancs ; l'électeur paye de sa personne en votant en blanc ; le bulletin blanc est le bulletin du mépris.

Votez avec le bulletin blanc !

JULES RICHARD.

L'idée n'est pas neuve ; car le 17 mai 1863

LE BULLETIN FINANCIER

Deux heures. — La Bourse est indécise. La spéculation à la hausse cherche à continuer le mouvement de la fin du mois dernier ; mais le comptant se montre très peu disposé à la suivre sur notre marché.

On attend un bon résultat du paiement des coupons qui s'effectue en ce moment. Jusqu'ici, l'argent de placement se montre, sinon très rare, du moins très hésitant.

On s'occupe beaucoup aussi des discussions financières de Versailles et qui ont leur contre-coup sur notre marché.

La Rente ouvre à 55 05, monte à 56 20 et revient à 56 fr. Au comptant, on a varié de 55 50 à 56 fr.

L'emprunt a subi les mêmes mouvements : de 91 fr. il progresse à 91 20, pour revenir ensuite à 90 95. Au comptant, on s'est tenu de 90 80 à 90 90.

L'emprunt italien s'est tenu de 70 90 à 71 10 ; les autres fonds d'Italie sont lourds.

Le Foncier vaut de 562 50 à 565 fr. ; la Société générale, de 585 à 587 50 ; le Mobilier, de 525 à 532 50 ; et le Mobilier espagnol, de 500 à 505 fr. Les actions du canal de Suez ont monté de 195 à 210 fr.

Les obligations de la ville sont sans affaires dans les cours de la veille.

L'assemblée générale des actionnaires de la Banque des Pays-Bas a eu lieu mardi soir à Amsterdam et donné pleins pouvoirs au conseil d'administration pour opérer la fusion avec la Banque de Paris.

Trois heures. — La clôture est meilleure. Le 3 0/0 ferme à 56 05 et l'emprunt à 91 05.

CHANGES

Change sur Londres : 25 71.

Prime, or : 12 fr.

Prime, argent : 10 fr.

LES TÉLÉGRAMMES

DE TROIS HEURES

Berlin, 5 janvier.

On mande de Moscou :

Le conseil de l'Université a admis à l'unanimité le prince Frédéric-Charles comme membre honoraire.

D'après la Gazette de Moscou, la version donnée par la Gazette de Pétersbourg de l'entrevue qui a eu lieu entre le prince Frédéric-Charles et M. Katkoff serait complètement fautive. Celle-ci, dit la Gazette de Moscou, serait exacte, mais elle aurait été publiée sans autorisation.

Cet entretien a produit partout une bonne impression.

Gazette d'après le Monde russe, traduite par la Gazette d'Angoulême, la conversation du prince Frédéric-Charles avec MM. Katkoff et Leontieff, de la Gazette de Moscou.

Capital de la Banque. PASSIF

Bénéfices en addition au capital (article 8, loi du 9 juin 1857).

Réserves (ex Banques déparlementaires) mentales.

Réserves immobilières (loi du 9 juin 1857) y compris 9.125.000 fr.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

Comptes courants de la Banque.

malheurs du temps, les signataires du présent écrit, après en avoir mûrement délibéré, n'hésitent pas à déclarer que le vote par bulletin blanc leur paraît être, pour les démocrates, la meilleure manière de protester contre toutes les politiques attentatoires à la souveraineté électorale, et de sauvegarder pour l'avenir les droits de la dignité et de la liberté civiques, tout l'honneur des principes et tous les intérêts de la révolution.

Ils considèrent en conséquence à tous les vrais démocrates de voter par bulletin blanc. Le bulletin blanc est un vote parfaitement légal. Il consacre et réserve formellement, par l'usage même, tout le droit de l'électeur. C'est le fait du citoyen par excellence vigilant. Il devient ainsi la forme la plus expressive et la plus large de l'opposition; le plus solennel des aversissements au pouvoir, bien supérieur en cela à l'abstention, qui se réduit à ne pas approcher de l'urne. Il change les conditions de la majorité; il modifie profondément le scrutin; il ne risque pas de se tromper, et il compte par sa nullité même, par la nécessité de le mentionner et de l'annexer au procès-verbal de l'élection. C'est de l'action au suprême degré, et de l'action absolument régulière. C'est la parole directe du peuple au gouvernement, la seule qu'il puisse lui adresser sans intermédiaire, et dont la puissance s'accroît en raison même du nombre des bulletins qui l'expriment. La pratique du bulletin blanc, ainsi entendue, serait un signe certain de l'éducation politique du peuple, un des plus grands progrès du suffrage universel.

CINQUANTE MILLE BULLETINS BLANCS, rien qu'à Paris, suffiraient, dans les circonstances actuelles, à détruire toutes les hontes, à déjouer toutes les intrigues, et à replanter, sur le terrain solide de l'honnêteté publique, le drapeau de la liberté et du droit.

Electeurs démocrates, est-ce trop compter sur votre clairvoyance que d'attendre de vous cette voix et simple protestation ?

Paris, ce 17 mai 1863.

Ont signé :

JULES BASTIDE, ancien ministre de la République.
ETIENNE ARAGO, ancien représentant du peuple.
CHARLES BESLAY, id.
A.-A. ROLLAND, id.
FERDINAND GAMBON, id.
VICTOR PILHES, id.
J.-P. PROCHON, id.
GUSTAVE CHAUVEY, avocat et publiciste.
ELIAS REGNAULT, publiciste.
ROGARD, publiciste.
AMÉDÉE LANGLOIS, ancien rédacteur du Peuple.
GEORGES DUCHÈNE, id.
L. LEVERDI, étudiant.
ARISTIDE REY, étudiant.
FARON, chapeleur.
ROULLIER, cordonnier.

Paris, typ. J.-P. Bie.

A cet appel de « CINQUANTE MILLE BULLETINS BLANCS » combien répondront au scrutin du 1^{er} juin 1863? — Un si petit nombre, qu'il passa absolument inaperçu.

En mai 1869, même appel est adressé, même conseil est donné en ces termes par le *Pays*, *Journal de l'Empire* :

A NOS AMIS !

UN GRAND NOMBRE D'ÉLECTEURS nous consultent sur l'attitude à garder dans les élections de Paris, et nous demandent ce que nous leur conseillons de faire dans les circonscriptions où le gouvernement ne présente pas de candidat.

Nous conseillons à nos amis de déposer des BULLETINS BLANCS dans l'urne. Les candidats ne s'inventent pas, et il vaut mieux ne pas voter que de voter pour les candidats de carton qui se produisent à la dernière heure.

LE BULLETIN BLANC est la forme la plus dédaignée de la protestation. Pour Bancel et Emile Ollivier, dans la 3^e circonscription, billets blancs; laissez-les se dévouer; ils ne valent guère mieux l'un que l'autre, et ce sera pain bénit.

Le succès du vote n'est acquis qu'à celui qui réunit le plus de suffrages, mais à la condition qu'il ait obtenu la majorité absolue, c'est-à-dire la moitié plus un des suffrages exprimés.

Les bulletins inconstitutionnels seuls sont nuls, mais les BULLETINS BLANCS peuvent, à l'occasion, signifier une énergique protestation.

Un des secrétaires de la rédaction : A. LOMON.

Même échec.

LE COURS FORCÉ

A Monsieur Léonce Dérégat.

La théorie de M. Germain, corroborée par M. Thiers, à savoir que la circulation fiduciaire ne doit avoir d'autre limite que les besoins à satisfaire, pourrait nous mener loin.

La première conséquence serait celle-ci : c'est que s'il faut aujourd'hui 2,800 millions de billets de Banque en circulation, on ne peut pas prévoir qu'il en faudra 200 millions de moins dans un an.

Et alors pourquoi M. Thiers s'engage-t-il d'avance à diminuer de 200 millions dans un an cette circulation nécessaire, en y affectant 200 millions d'impôts.

Les théories fausses mènent à des conséquences sans fin. Elles ont conduit M. Thiers à déclarer qu'il n'y avait aucune parité entre le cours forcé en France et le cours forcé en Italie et en Amérique, où la dépréciation de la monnaie de papier a atteint 200 0/0 ici, et 26 0/0 aux États-Unis.

Non ! il n'y a pas de parité, en effet; car, ni l'Italie, ni l'Amérique, établissant le cours forcé, ne se sont jamais trouvées dans la nécessité où nous sommes, celle de nous procurer, malgré le cours forcé, une monnaie internationale qui nous permette de payer à l'étranger les 5 milliards que nous lui devons.

Cette monnaie internationale, nous ne pouvons nous la procurer qu'en allégeant le plus possible les frais de production; et par les frais de production, j'entends aussi bien la traction du crédit que de la marchandise d'exportation, et en rétablissant le pair entre la monnaie intérieure et la monnaie internationale.

Or, plus on augmente la circulation de la monnaie fiduciaire, et moins on a de chances de ramener le billet de banque au prix de l'or. Cela est tellement incontestable que toutes les prestidigitations de l'éloquence échoueront contre cette vérité brutale.

La meilleure précaution qu'on puisse prendre contre les inconvénients du cours forcé, c'est de limiter, même en l'augmentant, le chiffre de l'émission.

Mais de cette limitation même naît un inconvénient tout aussi grave : c'est d'accroître incessamment l'établissement émetteur au maximum de sa circulation, et par là même de le mettre dans l'impossibilité de suffire à tous les besoins.

Puisque nous avons les inconvénients du cours forcé, disait M. Tolain à la tribune, ayons-en au moins les avantages, et qu'on oblige la Banque de France à abaisser de moitié le taux de son escompte.

Eh ! mon cher Tolain, c'est justement parce que nous sommes sous l'empire du cours forcé avec limitation de circulation, que la Banque de France est obligée de maintenir l'escompte à 6 0/0 pendant qu'il est à 3 0/0 dans tous les pays où le billet de banque est remboursable en or.

En voulez-vous la preuve ? elle est facile à donner.

M. Thiers ne nous a pas caché que, avec 2,800 millions de circulation, la Banque de France était accablée et dans l'impossibilité de remplir ses engagements; M. le ministre des finances a même eu la bonté d'ajouter qu'il ne restait plus à la Banque qu'une disponibilité de 32 millions à livrer au public. Ce n'était pas le moment, on en conviendra, d'abaisser l'escompte.

On a donc augmenté de 400 millions la circulation de la Banque de France. L'établissement émetteur est-il en meilleure position de pourvoir à tous les besoins, selon la commodité théorique de M. Thiers ?

Vous l'avez vu.

La Banque de France doit au Trésor :

A titre d'avances. 256 millions.
A titre de compte-courant. 154
Plus aux comptes-courants particuliers. 284
694

Vous voyez par là que la Banque de France sera plus accablée avec une circulation de 2,800 millions qu'elle ne l'était avec 2,400 millions.

Comment voulez-vous qu'ainsi accablée sans cesse à la limite de son émission, elle abaisse l'escompte et ne diminue pas, au contraire, ses facilités au commerce ? Elle serait plus qu'imprudente d'agir autrement.

Il est possible que la dépréciation du billet de Banque, par rapport à l'or, ne s'aggrave pas. Cependant, il a suffi que M. le ministre des finances négociât des traites à l'étranger pour 325 millions, en vue du quatrième demi-milliard à payer aux Prussiens, pour que la prime sur l'or montât à 26 fr. le mille.

Qu'arrivera-t-il lorsque le ministre sera obligé de négocier les 325 millions restants ? Qu'arrivera-t-il encore, lorsque nous devrons nous procurer la monnaie internationale pour solder nos achats de grains à l'étranger ?

Ah ! la théorie de M. Thiers sur le billet de Banque ne répond pas à tout, comme on voit.

Une nouvelle extension de circulation deviendra bientôt nécessaire; mais loin de soulager la situation, elle ne fera que l'aggraver.

Dans un an, M. Thiers, fidèle à sa théorie, trouvera de graves inconvénients à annuler, au moyen de l'impôt, 200 millions de billets de banque; et il trouvera certainement un meilleur emploi pour le produit de cet impôt de 200 millions, qu'il nous oblige à voter aujourd'hui.

Avez-vous remarqué que les pièces de 50 centimes n'ont jamais été plus abondantes qu'aujourd'hui dans la circulation ? Pourquoi ? c'est uniquement parce qu'aucun papier fiduciaire n'est venu prendre leur place.

Il en serait de même pour les autres pièces de monnaie métallique, si l'on n'avait pas fait circuler leur équivalent en billets de banque.

Donc, le seul moyen de reconquérir la monnaie internationale, passée à l'état de marchandise depuis l'établissement du cours forcé, c'est, contrairement à la théorie de M. Thiers, de restreindre l'émission des billets de banque au lieu de l'accroître.

Non ! le billet de banque ne doit pas servir à tout, comme le prétend M. Thiers. Il n'a qu'une seule fonction : c'est de se substituer pour un temps à une lettre de change portant règlement d'une opération à terme faite sur un produit prochainement consommable, pour me servir de l'expression du comte Mollien, créateur de la Banque de France. L'opération à laquelle le billet de banque sert d'aval dans la circulation et de contre valeur doit se résoudre à une échéance donnée, qui fait rentrer le billet de banque ou du numéraire à la place, si le billet de banque reste dans la circulation.

Emis hors de ces conditions essentielles, le billet de banque n'est que du papier-monnaie, puisqu'il ne représente plus une contre-valeur remboursable à une échéance. En dehors de cette contre-valeur remboursable, vous aurez beau donner au billet de banque autant de garanties de capital irréalisable que vous pourrez imaginer, vous n'en imaginerez pas de plus grandes que pour l'assignat, qui les avait toutes représentées par l'ensemble des biens nationaux.

Cette théorie, qui est la vraie, nous conduirait bien loin de celle que M. Thiers a imaginée pour les besoins de la circonstance. Si nous voulons revenir aux conditions morales du crédit, il faut retirer de la circulation tous les billets de banque, émis en dehors de la matière escomptable, puis que ces billets excédants ne sont point tenus à venir à rembourser à une échéance donnée, et qu'ils pèsent sur la circulation pour la compromettre, jusqu'à ce qu'on les rembourse, c'est-à-dire jusqu'à ce qu'on les annule.

Ce n'est point en sept ou huit ans qu'il faut les retirer de la circulation, comme le propose le gouvernement, avec une surcharge d'impôt; car, c'est nous condamner d'avance à subir pendant huit ans le régime fatal du cours forcé. Il faut annuler cette circulation excédante, qui ne correspond à aucune opération utile et qui n'est

tenue à aucune échéance, le plus tôt possible et totalement.

Si l'on ne peut la rembourser immédiatement, qu'on l'immobilise dans les comptes courants, par l'appât d'un intérêt.

C'est le seul moyen de rendre la Banque de France maîtresse de sa circulation. Elle en est esclave et en restera esclave tant que durera le cours forcé limitatif d'émission; et par conséquent, elle devra tenir l'escompte au plus haut, sans avoir aucun moyen de ressaisir la monnaie internationale, dont notre commerce a besoin pour ses échanges.

Un grand financier, cité par M. Thiers comme une autorité irréusable, disait qu'un emprunt n'est jamais cher, s'il est obtenu régulièrement. Et j'ajoute que l'emprunt du Trésor à la Banque, ayant été obtenu irrégulièrement, sera toujours trop cher, quoiqu'il ne coûte plus que 1 0/0, tant qu'il ne sera pas annulé, parce qu'il pèsera jusqu'à la sur les conditions du crédit public, au point de nous rendre impossible l'accès du marché extérieur.

Masquer par une extension de circulation fiduciaire, combinée avec des amortissements échelonnés, l'appauvrissement de ces ressources, c'est faire comme l'autruche qui croit conjurer le danger en mettant sa tête sous son aile.

Rien n'est plus dangereux pour notre crédit que la théorie mise en avant par MM. Thiers et Germain pour justifier l'extension de la monnaie fiduciaire. Nous en verrons bientôt les tristes conséquences, si M. Thiers y reste fidèle.

FR. DECCING.

LETTRES DE VERSAILLES

4 janvier.

A deux heures le public était exact au rendez-vous; l'Assemblée ne l'était pas. Durant une demi-heure environ, M. Grévy présidait avec sa gravité ordinaire, des bancs vides; un huissier lit à haute voix les résultats du tirage au sort des bureaux; les députés élistes les membres de la commission chargée d'examiner le projet sur l'instruction primaire, présenté par M. Jules Simon.

Vous connaissez la composition de cette commission quand cette lettre vous parviendra. Comme je l'ai vu l'avais annoncé, la majorité paraît hostile au système d'ensemble et aux moyens d'application, sinon à tous les principes de la proposition ministérielle. L'influence de Mgr Dupanloup sera, selon toutes probabilités, prépondérante. Il ne faudrait pas cependant vouloir préjuger d'avance le sentiment des commissions sur les divers côtés de cette question si complexe. L'obligation peut être entendue de bien des manières depuis le privilège des corporations enseignantes du moyen âge jusqu'à la laïcité contemporaine de M. Mottu. L'état peut retenir plus ou moins, ou abandonner irrévocablement la nomination, la direction et la surveillance des instituteurs chargés de distribuer l'enseignement. Il lui est loisible de coordonner par une combinaison analogue à celle de M. Jules Simon les épreuves de la centralisation universitaire, ou de consacrer au contraire l'autonomie du département, en remettant aux conseils généraux la juridiction souveraine sur ces matières. Il y a enfin un vaste champ où la discussion pourrait se mouvoir sans qu'il fût nécessaire de jeter à la mer le principe de l'obligation, qui sortira victorieux, je l'espère, comme une nécessité du temps, du mélange de préjugés et d'idées ultra-cléricales que l'on dit réunis dans la commission.

Mais ce qui paraît d'une probabilité plus certaine, c'est la retraite de l'honorable ministre de l'instruction publique, dont un échec personnel vient tromper en un seul coup tous les ménagements gardés jusqu'à présent, la lente et savante politique. Quelle suite brutale et quelle manière cruelle de trancher cette chatoignée question du portefeuille ! Si M. Jules Simon avait pu lire dans l'avenir, je suis persuadé qu'il se fût arrangé pour éviter une chute aussi mesquine que celle qui le menace; car c'est le cas ou jamais de dire : A quoi sert de tomber, si l'on tombe sans gloire ?

Les anciens corréligionnaires et amis de M. Jules Simon ne seront pas les moins inexorables de ses ennemis à l'heure suprême ! Si un reste de pudeur les retient et qu'ils n'aient pas le courage de parler tout haut par leur vote, ils s'uniront au fond de sentiment avec Mgr Dupanloup et ses partisans, lorsque ces derniers se lèveront pour la question de cabinet. C'est là la triste privation des grands desseins menés avec persévérance, sans souci des personnes, des attaches du passé, du qu'en dira-t-on ? J'incline à penser, je vous l'avoue, que M. Jules Simon avait de bonnes intentions et ne supportait avec tant de sérénité les discussions que parce qu'il espérait bientôt les confondre. Mais à ce jeu périlleux il fallait triompher; sans quoi il faut mourir maintenant.

Il a voulu mesurer, dit-on, la dose des nouveautés à l'appétit d'une Assemblée qui, aux premiers points, manifestait des intentions intolérantes. Il ne faut pas expliquer autrement les concessions faites dans son rapport à des opinions qui n'avaient jamais été les siennes. La critique féroce est partie de là pour l'accuser d'être parvenu à son paroxysme de toutes sa vie. C'était faire preuve cependant d'un esprit sage, vraiment politique. Mais les plus grands problèmes, échoient sur une question de mesure; M. Jules Simon a échoué sur une question de psychologie gentile, ce qui est au fond la même chose.

Il n'a pas calculé que ce qu'il enlevait aux uns ne pouvait satisfaire les autres; qu'il y avait des deux côtés des prétentions antagonistes, entre lesquelles l'abnégation seule pouvait prendre place, l'abnégation sans autre perspective qu'une réussite des plus chanceuses. La fortune n'étant point venue, il s'est trouvé que M. Jules Simon, a mené en sens opposés des tranchées et des mines, qui se contredisaient et menaçaient également son crédit et son assise. Il n'est plus pour ses anciens amis qu'un faux frère, une vertu douteuse, sur la pente du pharisme et des compromissions; pour ceux dont il a essayé de gagner la confiance, il n'a point cessé d'être un intrus, un évêque constitutionnel, un pseudo-socialiste, l'auteur de la religion nationale et l'auteur de l'*Ouvrière*. Triste perplexité, en vérité, où M. Jules Simon doit gémir secrètement de n'avoir pas séparé publiquement l'Eglise et l'Etat, comme M. Gambetta, au lieu d'épuiser son savoir et sa patience dans des conciliabules impossibles.

Les réunions dans les bureaux ont été fort tumultueuses. La gauche en est sortie humiliée, presque désunie, n'ayant confiance ni dans ses meneurs ni dans sa politique, et s'apercevant une fois de plus qu'il lui manque l'esprit d'organisation; qu'elle n'a même pas l'esprit de parti.

Les transfuges, sortis en si grand nombre de ses rangs et que la révolution du 4 septembre a laissés dans les places, conservateurs, réactionnaires, la font singulièrement ébranler. Elle craint que ce ne soient pas là des âmes capables de vertus républicaines; qu'il n'y ait au plus aujourd'hui d'âmes fermes, d'âmes énergiques pour mener de front la consolidation de la République et la régénération de la France.

Ce vice secret qui corrompt les volontés et paralysé les forces, il n'est pas d'observateur attentif et sincère qui ne le touche, ne le sente et dont il ne prévoit les conséquences plus ou moins prochaines. La question de l'instruction obligatoire le met aujourd'hui en lumière; bientôt ce sera celle de l'armée obligatoire; une autre après. Des aspirations légitimes, nécessaires à satisfaire, seront ainsi trompées faute d'entente, de foi, de chefs et de soldats pour un grand parti, nationale. Que ne se forme-t-il ce parti, entre les visions de l'extrême droite et les cupidités de l'extrême gauche ? Que ne trouve-t-il un Richard Cobden pour en répandre l'esprit dans les pays par une agitation publique. Il répond, soyez-en sûr, à des besoins profonds de la nation, qui s'uniraient dans une même propagande et qui demandent aujourd'hui une politique modérée et progressive, progressive parce qu'un empire ne se relève pas sans forces nouvelles, modérées parce qu'une nouvelle révolution serait le sûr moyen d'en tarir pour toujours la source.

L'ordre du jour a appelé la deuxième délibération de la proposition Princeteau, relative à l'incompatibilité de la qualité de fonctionnaire et du mandat de député. Comme dans la première loi, le fonctionnarisme parlementaire a trouvé des défenseurs; l'honorable M. Bertand a même prouvé qu'on pouvait le défendre avec esprit. Il a dépensé sa verve sarcastique sur les distinctions que la politique a toujours faites pour certaines fonctions élevées. La diplomatie a en bon dos, M. Picard lui prêtant ses épaules. Mais au fond, si l'Assemblée est souveraine pour la politique extérieure, si elle a le droit de décider de la paix et de la guerre, la nomination d'un ambassadeur pris dans son sein ne paraît avoir légitime que celle d'un cabinet parlementaire. Une Chambre omnipotente, comme la nôtre, sans contrepoids constitutionnel, doit jouer, outre son rôle de gouvernement, le rôle d'une Chambre haute, et personne n'ignore que la représentation extérieure d'un pays constitutionnel se recrute presque toujours dans sa Chambre haute.

La commission, il est vrai, a accordé sans discussion les ambassadeurs, malgré M. Bertand; mais elle s'est fait tirer l'oreille pour donner les plénipotentiaires. Quant au préfet de police, aux sous-secrétaires d'Etat, aux procureurs généraux de la cour d'appel de Paris et de la cour de cassation, que le gouvernement lui demandait l'autorisation de prendre dans l'Assemblée, elle s'y est nettement refusée, et la majorité lui a donné raison. Je vous renvoie aux détails de la discussion, qui n'ajoutent rien de bien nouveau aux arguments présentés une première fois.

REVUE DES JOURNAUX

ÉLECTIONS DU 7 JANVIER

La *Presse*, après avoir enregistré avec tristesse l'abandon de l'*Union parisienne*, se prononce pour la candidature de M. Vautrain :

Nous avons à choisir entre l'abstention et M. Vautrain.

Nous sommes contre l'abstention, qui, dans les crises où nous nous trouvons engagés, ne nous fait que des tristes déflections. — L'abstention enlève les courages, amoindrit les âmes; elle est le commencement de la servitude et le dernier degré de la déchéance.

Les journaux républicains et radicaux ont fait à la candidature de M. Vautrain un accueil peu sympathique; ils l'ont très nettement accusé d'avoir voulu donner des gages au parti conservateur. Ces reproches et ces défiances ont évidemment donné à cette candidature une nouvelle signification.

La *Presse*, du reste, ne dissimule pas à ses lecteurs que, sans les récents engagements pris par M. Vautrain vis-à-vis de la politique de l'ordre, elle se fût difficilement déterminée à l'accepter pour candidat; et elle continue de regretter que les conservateurs libéraux n'aient point trouvé un nom « qui ne pût soulever parmi eux aucune divergence ».

L'*Univers* prend le parti de l'abstention, sans chercher toutefois que M. Vautrain lui inspire plus de défiance que M. Victor Hugo.

M. Vautrain, entrant dans les rangs de la gauche, y jouera un rôle comparable à celui des armées qui tarissent soudainement la maison M. Hugo, lui, irait de son hôtel. Mais on sait ce qu'a produit à Bordeaux cette fameuse armée de guerre. En tout cas, il attaquera avec éclat, et les conservateurs seront avisés de se défendre.

Nous aimons mieux cette bataille que le combat d'ennemis, prenant la figure d'un soldat, se dérobe et fait à loisir l'œuvre qu'il faudrait accomplir au début.

En fait, l'*Univers*, conseillant l'abstention, travaille à l'échec de M. Vautrain d'une manière presque aussi efficace que s'il conseillait de voter pour M. Victor Hugo.

La *Patrie* s'abstient aussi, et cherche à faire peser sur le gouvernement de M. Thiers toute la responsabilité de l'échec des tentatives faites par l'*Union parisienne* pour arriver à l'entente de tous les conservateurs.

Si le parti conservateur, le grand parti de l'ordre, n'a pas pu trouver dans Paris un candidat pour les élections du 7 janvier, ce n'est point certes que ce parti n'ait dans l'ancienne capitale des représentants honorables et nombreux, dont quelques-uns très énergiques et très intègres même; mais parmi ceux qui auraient pu se décider à accepter, en ces temps de troubles, le mandat de député, les uns ont, dès l'abord, été entretenus dans leur légitime hésitation par le gouvernement de M. Thiers, qui avait déjà fait un choix favorable à toutes ses ambitions mesquines, ses ambitions combinées et ses intrigues personnelles; les autres, sachant qu'ils auraient contre eux, dans le combat, toutes les forces réunies des fonctionnaires et des journaux officiels, ont redouté d'entrer en lice, et n'ont point voulu engager une bataille qui à tort, selon nous, ils considéraient comme inégale.

La *Patrie* est-elle bien sûre de n'avoir point assumé une lourde part de la responsabilité de cette abondance de l'*Union parisienne*, en persistant, malgré l'énergique protestation de M. Vautrain, à représenter son élection comme devant à aider beaucoup à la prétention de proclamer la République et d'imposer subrepticement au pays cette forme de gouvernement ? La *Patrie* s'imaginerait-elle n'avoir rien fait pour la désunion en écrivant, au mépris de la vérité, que M. Vautrain est « un homme qui, en quelque sorte, a été mêlé aux événements de la Commune » ?

C'est aux seuls journaux de la nuance de l'*Univers* et de la *Patrie* que convient l'œuvre de défendre l'honneur du corps auquel l'ap-

partenance. Le triomphe de cette candidature, dans de telles conditions, n'imposait un autre devoir : je l'ai rempli.

Vous dites que je ne devais pas refuser l'entrée de l'Académie française à un savant délégué de l'*Institut* ; que j'embarrassais l'Académie en la forçant de louer un académicien vivant ; que je la gênais déjà en lui faisant entendre des paroles qui ont vieilli ; et que ma démission enfin va paraître dans le prochain numéro de la *galerie*. Telle est la hauteur en laquelle vous vous élevez ici, monsieur.

Il me serait facile de vous répondre que le savant M. Littré étant délégué de l'Académie des érudits, il n'y avait pas beaucoup de motifs pour l'appeler à l'Académie des lettres; qu'un embarras autrement sérieux que celui dont vous nous montrez préoccupé, sera de faire l'éloge des œuvres et des doctrines de celui qui vient d'être élu ; l'Assemblée si délicate, qui fait l'honneur de l'Académie, au jour de ses grandes réceptions, en même temps que l'Académie fait quelquefois ses nobles délices, se lèverait tout entière, monsieur, si on osait devant elle exposer quelques-unes des théories du nouvel académicien sur Dieu, l'âme, la pensée, la liberté morale, l'amour, la sociabilité, l'homme ! Je pourrais ajouter qu'un pontife de l'athéisme devrait être, à l'Académie, plus gênant qu'un pontife de la religion, et que si la « galerie », dont vous parlez pour trouver ici matière à rire, il y a une autre galerie qui rira aussi, mais d'un rire amer, c'est l'Europe, c'est l'Allemagne, enchanlée de tout ce qui démontre et accélère l'abaissement de la France. Cette galerie a, j'en suis sûr, l'opinion que mes vieilles homélies sur l'athéisme et le péril social ont été singulièrement réjouies par les horreurs de la Commune.

C'est là, Monsieur, qu'est le côté grave de la question; car, quel que soit le fait, pas ce que veulent les hommes, et il y a des temps qui ajoutent à leur gravité; il ne dépend ni de vous, ni de moi, de changer l'épouvantable année qui vient de finir. Tout est là.

Et comme j'ai d'autres pensées que vous sur les ravages que le matérialisme athée apporte dans toutes les classes de la société, je m'aperçois que je ne m'entends pas davantage avec vous, monsieur, que l'on doit se faire de l'Académie française.

Si l'Académie française n'était qu'un salon de conversation littéraire, et si la négation publique et obstinée de Dieu, de l'âme et de la liberté humaine ne sont que des chimères sans importance, comme elle des sympathies, passe au second plan.

Nous n'avons plus devant les yeux l'homme lui-même, mais la déclaration solennelle qu'il vient de publier.

Sur ce terrain, la question des antécédents, comme celle des sympathies, passe au second plan.

Nous recevons la lettre suivante de M. Jules Amigues :

A Monsieur Léonce Dérégat, directeur de la *Liberté*.

Mon cher confrère,

Je lis dans votre numéro de ce jour, 5 janvier, que M. Rosset père intente un procès à la *Constitution* et à moi « pour publication faite, sans son autorisation, du *Journal de Rosset* ».

Vous avez été trompé. Mes rapports avec la famille Rosset sont aujourd'hui ce qu'ils ont été dès le début, ceux de la sympathie la plus sincère et la plus étroite.

Je n'ai daigné répondre jusqu'à ce jour à aucune des insinuations ou des imputations dont j'ai été l'objet à l'occasion de mon attitude dans l'affaire Rosset.

Aux calomnies politiques, ma conduite répond d'avance.

Les nobles parents de Rosset ont gardé la même réserve.

Ils m'approuveront pourtant de la rompre aujourd'hui, en leur nom comme au mien, pour défendre vis-à-vis du public, non point quelque misérable intérêt personnel, mais la dignité de nos communs regrets et d'une amitié conçue dans des circonstances qui la rendent impérissable.

Quant à la *Constitution*, elle est hors de cause, puisqu'elle a publié le *Journal de Rosset* sur la remise que je lui en ai faite et que la famille a expressément ratifiée.

Je vous serais reconnaissant, mon cher confrère, de vouloir bien faire place à ma rectification, et je vous remercie d'avance de votre courtoisie.

Agrez, mon cher confrère, mes salutations cordiales.

J. AMIGUES.

Paris, le 5 janvier 1872.

TRAVAUX PARLEMENTAIRES

La commission chargée d'examiner le projet de loi de M. Jules Simon sur l'instruction publique a nommé la plus grande partie de ses membres, comme on pourra en juger par ce tableau ci-après :

1^{er} bureau. — Election remise.
2^e. — M. Gaslonde, contre M. de Belcastel.
3^e. — M. Ricard, 20 voix; M. de Broglie, 17.
4^e. — M. Ernoul, 17 voix; M. de Marcère, 7.
5^e. — M. de Corcelles, 24 voix; M. Malgouez, 10.
6^e. — Election remise.
7^e. — M. Delpit, 21 voix; M. Guichard, 12.
8^e. — L'abbé Jaffré, 23; M. Waddington, 11.
9^e. — M. Dupanloup, 27 voix; M. Baudoux, 6.
10^e. — M. de Richemond, 19 voix; M. Paul Morin, 16.
11^e. — M. Tailhand, 16 voix; M. Charton, 15.
12^e. — M. Lacombe, 20 voix; M. Laboulaye, 13.
13^e. — M. Keller, 16 voix; M. de Pressensé, 15.
14^e. — M. de Cumont, 17 voix; M. Ant. Lefèvre-Pontalis, 13.
15^e. — M. Carnot, 19 voix; M. de La Roche-Jaquelein, 16.

Ajoutons que sur 13 membres nommés, 11 paraissent hostiles au projet de loi et 2 seulement, MM. Carnot et Ricard, favorables à ce même projet.

RÉPONSE DE M^{re} LÉVÊQUE D'ORLÉANS

AU JOURNAL DES DÉBATS

Mgr Dupanloup nous adresse la lettre suivante :

Versailles, 3 janvier 1872.

Monsieur le rédacteur en chef, Le *Journal des Débats* publie ce matin contre moi un article que je ne puis laisser passer sans y répondre. Ne sachant, puisque l'article est anonyme, à qui je dois adresser cette réponse, c'est à vous, monsieur, que je l'adresse.

Les *Débats*, dans le style agréable qui leur est familier, me reprochent l'emportement de ma décision. Rien n'a été moins emporté, ni moins irréfléchi, monsieur. Dès le 21 j'ai averti mes confrères, et si le 30 même, immédiatement après le vote, j'ai écrit au directeur de l'*Académie*,

une preuve de plus de l'incapacité légèreté qu'on nous reproche.

Vous avez, au Journal des Débats, malgré votre littérature, bien souvent de ces légèretés, faites à l'intelligence et à la conscience publiques. Vous êtes de ceux qui, après le congrès de Liège, me disiez : « Ce sont des enfants ! » C'est à vous que je répondais : « Ces enfants-là, dans dix ans peut-être, ils seront vos maîtres ! » Ils n'ont pas attendu dix ans, et hier, ils siégeaient à la Commune de Paris, et vous avez pu lire quelques-uns de leurs noms au bas de ses décrets.

Que l'on continue à avoir en France si peu de souci moral des hommes, de tels compromis et de telles défaillances, non-seulement à l'Académie française, mais ailleurs aussi, et de nouveaux maux ne se feront pas longtemps attendre.

Veuillez agréer, monsieur, etc.

— Félix, évêque d'Orléans.

Le Pape et l'Académie française

Mgr Dupanloup ayant notifié à Rome par voie télégraphique, qu'en raison de l'élection de M. Littré, il renonçait à faire partie de l'Académie française, avait reçu poste pour poste de Rome le bref suivant, approuvant sa conduite.

Très cher fils,

Salut et bénédiction apostolique.

C'est une consolation, au milieu des désastres de la foi et du naufrage des vertus chrétiennes de voir des actes qui inspirent le zèle véritable et désintéressé de la religion. Celui qui réfléchit et pèse combien il importe de rompre avec l'impérialisme et de fuir les sentines de l'athéisme, ne craint point le vain blâme du monde et il suit avec ferveur les sollicitations de sa conscience chrétienne.

C'est ainsi, mon très cher fils, que vous avez fait, et nous n'hésitons pas à vous adresser l'expression de notre contentement à ce sujet. Vous avez été dans une société qui n'a pas en honte d'admettre après vous une amie fidèle par les doctrines perverses, un de ces hommes dont saint Marc a dit : « Ils ne voient pas les ténèbres de leur conscience, et ils portent l'orgueil de leur ignorance. » Vous n'avez pas cru devoir garder votre place dans cette société ; et l'acte de renoncement et d'humilité par lequel vous avez refusé de pacifier avec l'iniquité rempli d'une joie pure les cours des catholiques.

Le scandale a par vous été flétri, et vous avez renié les suffrages de vos confrères dont vous avez vu qu'ils les portaient indifféremment sur les esprits éclairés par les lumières de l'Eglise et sur ceux qui sont infectés par les plus détestables erreurs de ce siècle.

Non-seulement, nous vous adressons nos félicitations pour cette décision glorieuse, mais nous vous engageons à ne négliger aucune occasion de vous séparer avec éclat des impiétés et des méchants, partout où vous serez exposé à leur contact, dans toute assemblée où la parole du Christ ne pourra point être exclusivement entendue et révéler.

C'est par ces pieuses manifestations, par ces dévouements à la religion, que seront réparés les maux dont souffre l'Eglise, et que reprendra la pleine possession de ses droits la vérité catholique contre laquelle les portes de l'enfer ne prévaudront point.

Nous désirons, mon très cher fils, que notre bénédiction apostolique vous accompagne, ainsi que tous ceux qui combattent le bon combat en luttant courageusement, à votre exemple, pour la cause de la foi.

Donné à Rome, le Saint-Pierre, le 2 janvier 1871, 20^e année de notre pontificat.

Pie IX, pape.

Le comité général de l'Athénée, réuni sous la présidence de M. Roussé, ayant adopté la candidature de M. Vautrain, invite les délégués des comités locaux qui sont disposés à soutenir cette candidature, et qui ne sont pas encore représentés, à se rendre au siège du comité, salle de l'Athénée, rue Scribe, 17.

Tous les jours, de 10 à 6 heures, le comité est en permanence.

LES ACTES OFFICIELS

S. Exc. M. le prince de Metternich-Winneburg a remis, le 31 décembre, au président de la République, les lettres qui mettaient fin à la mission qu'il remplissait à Paris, en qualité d'ambassadeur extraordinaire de S. M. l'empereur d'Autriche, roi de Bohême et roi apostolique de Hongrie.

LA COMMISSION DES EXPOSITIONS INTERNATIONALES

Le président de la République, Sur le rapport du ministre de l'Agriculture et du Commerce, Vu les décrets en date des 4 mars, 5 avril et 2 juillet 1870,

Décède : La commission des expositions internationales est composée ainsi qu'il suit :

Présidents : MM. le ministre de l'Agriculture et du Commerce ; le ministre de l'Instruction publique, des cultes et des beaux-arts.

Membres de la commission :

MM. Vité (Louis), vice-président de l'Assemblée nationale, membre de l'Institut ; le comte de Chambrai, député à l'Assemblée nationale ;

Cordier, député à l'Assemblée nationale ; Ducloux (Eugène), député à l'Assemblée nationale ; Desseignin, député à l'Assemblée nationale ;

Féray (Eugène), député à l'Assemblée nationale, directeur des filatures d'Issoudun ; le marquis de Talhouët, député à l'Assemblée nationale, administrateur des mines d'Anzin ; Wolowski, député à l'Assemblée nationale, membre de l'Institut ;

le secrétaire général du ministère de l'Agriculture et du Commerce, commissaire général ; le secrétaire général du ministère de l'Instruction publique, des cultes et des beaux-arts ; le directeur des Beaux-Arts ;

le directeur général des douanes ; le directeur des consulats et des affaires commerciales au ministère des affaires étrangères ; du Sommerard, directeur du musée des Thermes et de l'hôtel de Clugny, commissaire général ;

le sous-directeur du Commerce extérieur ; le président de la chambre de commerce de Paris ; le président du tribunal de commerce de Paris ; le président de la Société des agriculteurs de France ;

le baron de Rothschild (Alphonse), président de la Compagnie du chemin de fer du Nord ; Rondelet, membre du conseil municipal de la ville de Paris ;

Roy, membre du comité consultatif des arts et manufactures ; Sieber, membre du comité consultatif des arts et manufactures ; Sainte-Claire Deville (Henry), membre de l'Institut, professeur de la faculté des sciences ;

Lévy, membre de l'Institut, professeur au collège de France ; Gémier, membre de l'Institut ; Guillaume, membre de l'Institut ; De Laborde (Henry), membre de l'Institut ; Moissonier, membre de l'Institut ;

Vandoy, architecte ; Viollet-Leduc, architecte ; de Lasteyrie (Edmond), membre de l'Institut ; Montaigne, ancien député, fabricant de tissus de laine ;

Mame (Alfred), de Tours, imprimeur-éditeur ; Rouvenot, fabricant de joaillerie et de bijouterie ;

Boutarel, manufacturier à Clugny.

Secrétaires de la commission : MM. le chef du cabinet du ministre de l'Agriculture et du Commerce ;

le chef du cabinet du ministre de l'Instruction publique, des cultes et des beaux-arts. Commissaires généraux :

MM. Ozéme, secrétaire général du ministère de l'Agriculture et du Commerce ; du Sommerard, directeur du musée des Thermes et de l'hôtel de Clugny.

NOS INFORMATIONS

M. ROUHER

M. Rouher est arrivé hier matin à Paris, venant de Boulogne. A deux heures de l'après-midi, il est parti pour sa propriété de Brunoy, d'où il doit revenir aujourd'hui. Son séjour à Paris ne sera que de très courte durée, car il repartira pour Londres dans les premiers jours de la semaine prochaine.

L'EMPEREUR DU BRÉSIL

On peut sans crainte d'être démenti affirmer que l'empereur du Brésil connaît déjà mieux son Paris que le premier parisien venu. Il a tout vu ou peu s'en faut : théâtres, monuments publics, musées, égouts, tout lui est devenu familier. Aucune des célébrités chorégraphiques de Bullier ou de Valentino ne se doutait certes avant-hier soir qu'elle levait la jambe devant une Majesté. L'empereur qui s'était fait conduire successivement à ces deux bals se divertissait cependant beaucoup de ces phylloxères décevées inconnues encore à Rio. Hier matin Sa Majesté brésilienne a visité avec M. l'ingénieur en chef de la ville les buttes Chaumont et Saint-Fargeau et a tenu à étudier dans ses plus petits détails les travaux de dérivation et d'élevation des eaux de la Vanne et du Dhuy. Il est parti vers 11 heures pour Chantilly et en est revenu vers 6 heures. Il a reçu alors la visite de MM. Guillaume Guizot, Jules Favre, le duc de Nemours, et d'un groupe d'officiers brésiliens en grande tenue. Le soir l'empereur et l'impératrice ont été vus dans une loge d'avant-scène du Gymnase où ils allaient entendre la Princesse Georges pour la seconde fois. Nous avons déjà annoncé dans un de nos précédents numéros que le départ de l'empereur aurait probablement lieu dans la deuxième quinzaine de janvier. Nous savons de source certaine qu'il a été définitivement arrêté au 20 de ce mois.

MONSIEUR DUPANLOUP

Nous croyons savoir que M. Littré va adresser une longue lettre, sous forme de brochure, à Mgr Dupanloup.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU MONT DE PIÉTÉ

C'est mardi prochain que tiendra sa première séance, le nouveau conseil d'administration du mont de piété qui vient d'être nommé.

Le rapport annuel, qui sera terminé demain soir, sera présenté au conseil, et on examinera l'opportunité de nouveaux délais à accorder aux emprunteurs de 1870. Le conseil se réunira régulièrement le premier vendredi de chaque mois.

L'ENTRÉE DU QUAI SAINT-BERNARD

On a inauguré hier, quai Saint-Bernard, au coin de la rue Cuvier, d'immenses hangars qui viennent d'être construits pour agrandir l'entrepôt général des vins. Ces hangars, qui couvrent une superficie de 250 mètres carrés, sont construits en pierre et en bois. Ils peuvent abriter facilement plus de 4,000 barriques de vin. Leur construction n'a pas été longue, car ils ont été bâtis en un peu moins de deux mois. Dès aujourd'hui, on s'occupe d'y transporter des marchandises, et nul doute qu'ils ne soient complètement pleins ce soir.

LE VENT

Un vent furieux du sud-ouest s'est déchaîné cette nuit sur Paris.

C'est dans la ligne des boulevard extérieurs que les rafales étaient surtout violentes et se succédaient avec des gémissements sinistres. On a déjà constaté ce matin un grand nombre de dégâts de la nuit : chemins renversés, persiennes emportées, arbres ébranlés, etc., etc.

Sur la place Blanche, une femme perdant terre par le fait du balancement de ses jupes, a été violemment jetée contre la maison qui fait l'angle de la rue Houdon ; il a fallu la transporter à bras à la pharmacie du boulevard de Clugny.

LA BANQUE DE FRANCE

La Banque de France vient d'acquiescer un immeuble à Versailles, pour y établir sa succursale. Cet immeuble, situé rue Neuve, est un hôtel construit sur caves profondes, et parfaitement aménagé pour l'organisation de bureaux. Il a été payé 145,000 fr. L'affaire a été conclue avant-hier.

UN BRASSEUR DRAMATIQUE

Notre collaborateur Jennis nous permettrait-il de pénétrer un peu dans ses plates-bandes, pour annoncer la rentrée au théâtre du brasseur Castellano, l'ancien traître de l'Ambigu. Castellano quitte demain le bock pour le pignard du traître, et redébute à l'Odéon dans *Mademoiselle Aïssé*, le drame posthume de Louis Bouilhet.

COMMENT ON PROCÉDAIT SOUS LA COMMUNE

La femme Heller s'était séparée de son mari, un an avant la guerre, sous prétexte que celui-ci ne pouvait point subvenir à toutes ses dépenses. Depuis lors elle avait vécu d'une façon assez légère. Ce nouveau genre de vie lui avait assez bien réussi, car au bout de plusieurs mois, elle se trouvait à la tête d'une petite fortune, consistant surtout en diamants. Elle avait un assez bel appartement dans le passage Péreux. La malheureuse fut trouvée assassinée chez elle le 15 avril dernier. Le crime avait été commis la nuit. Le nommé Ley, délégué du 8^e arrondissement (on avait à cette époque destiné un grand nombre de fonctionnaires qui l'ont remplacé par des délégués) fut appelé à constater la mort. La première chose qu'il fit fut d'emporter les diamants, l'argent et tous les objets de quelque valeur qui se trouvaient dans la chambre, comme pièces à conviction, disait-il. Au mois de juillet, quand l'ordre fut rétabli, cette affaire fut l'objet d'une enquête ; mais le sieur Ley et les diamants ne furent retrouvés ; l'ex-délégué avait prudemment pris la fuite.

NÉCROLOGIE

Hier est mort, 27, chaussée Clignancourt, le comédien Joqueim qui la génération de 1830 n'a certainement pas oublié. Joqueim a été un des bons acteurs du drame romantique à tous crins ; il a notamment joué avec succès pendant quelque temps le rôle de Fabiano-Fabiani, de *Marie Tudor*. Depuis quinze ans, Joqueim avait quitté le théâtre et vivait d'une petite fortune qu'il s'était amassée. Ses obsèques ont lieu aujourd'hui. Nul doute que beaucoup d'artistes n'y assistent, car Joqueim avait conservé nombre d'amis.

M. WALLACE

Le frère de M. Richard Wallace vient d'épouser M^{lle} Daram, la charmante cantatrice du Théâtre-Lyrique que nous avons applaudie dans *Roméo et Juliette* et *Faust*.

LE ROI BOIT

C'est demain le jour des Rois, une fête qui n'a pas grande chance de figurer longtemps sur les calendriers républicains, bien que rien ne soit plus inoffensif et plus éphémère que cette royauté de la fête.

L'origine de cette fête, le mot Epiphanie l'indique, est une manifestation de Dieu aux Gentils ; c'est cette étoile miraculeuse qui guida si complaisamment les rois Mages à la crèche de Bethléem. Cette fête avait lieu autrefois à la Noël, mais depuis le concordat de 1801, elle a été transportée au 6 janvier.

Nous ne pouvons nous empêcher de faire ici un rapprochement bizarre. On célébrait à Rome au mois de décembre de chaque année, et Tite-Live nous donne à cet égard de bien curieux détails, la fête des Saturnalia ou Lupercalia. C'était le jour des des Rois Romains, les rois étaient les esclaves. Ils portaient ce jour-là le bonnet des affranchis, s'asseyaient à la table du maître et comme ils avaient leur franc parler, ils en profitaient pour lui reprocher ses défauts et ses vices.

Le lendemain, ils se révélaient esclaves ; ils avaient fait un rêve.

LE NUMÉRO EXTRAORDINAIRE DE L'EMANCIPATION

Une lettre particulière de Toulouse nous donne d'intéressants détails sur le numéro extraordinaire du journal *L'Emancipation*, qui a été saisi au moment du tirage et avant qu'un seul numéro ne fût sorti de l'imprimerie. Non-seulement ce numéro contenait un premier-Toulouse de Dupont, faisant l'apologie de faits qualifiés crimes par la loi, mais il y avait des lettres de Razoua, de Verners, de Vésinier, etc., d'un caractère extrêmement violent.

Dans un article de quatre colonnes, divisé en petits paragraphes, on faisait la biographie ou plutôt le panégyrique de tous les individus — vivants ou décedés — qui, depuis la chute de la Commune, ont été condamnés à mort par les conseils de guerre. M. Rossel père avait envoyé quelques lignes sur les derniers moments de son fils. Dans le chapitre concernant Maroteau, on avait reproduit les lignes suivantes du *Faust*, que le rédacteur adressait au président de la 7^e chambre (novembre 1869) et qui, par la façon dont elles étaient placées dans *L'Emancipation*, avaient l'air de s'appliquer au temps actuel :

« Et malgré vous, la foule — la grande foule en blouse — achètera notre feuille, et avec notre papier — son cuivre — nous ferons pour le jour de l'émeute des boures et des balles. »

Cet article à effet, où les assassins de la rue des Rosiers étaient qualifiés de *Vengeurs du droit*, portait pour titre : *Les Martyrs de la Liberté*.

Ajoutons, comme conclusion, que le journal *L'Emancipation* n'obtient dans le Midi qu'un très médiocre succès.

UN DOUBLE SUICIDE

Ce matin, le sieur Fabre, Jean, âgé de 55 ans, et sa femme, âgée de 40 ans, demeurant rue Saint-Eleuthère, n° 2, au troisième étage, ont été trouvés morts dans leur lit. Le mari tenait encore à la main le revolver dont il avait déchargé trois coups sur sa femme, pendant son sommeil, et qui lui avait servi ensuite à se donner la mort sur le corps de cette malheureuse, en se tirant deux autres coups dans la région du cou.

Sur la table, près du lit, se trouvaient plusieurs lettres à l'adresse de diverses personnes, une entre autres écrite à M. le préfet de police, dans laquelle cet infortuné annonçait au préfet qu'il avait été secrétaire de commissaire de police avant le 18 mars ; qu'à cette époque il avait été révoqué, par suite du prétendu concours qu'il avait prêté à la Commune jusqu'au 19 avril, qu'il se trouvait aujourd'hui à bout de ressources, et que, n'ayant plus la misère en perspective, il avait résolu d'en finir avec la vie.

M. le commissaire de police du quartier, immédiatement averti, après avoir procédé aux constatations d'usage, fit transporter les cadavres à la Morgue.

LA LIQUIDATION DE LA LISTE CIVILE

La liquidation de la liste civile impériale se poursuit. Voici les résultats des ventes aux quelles elle a donné lieu jusqu'à ce jour : Les voitures et harnais ont produit, fr. 203,514 Les armes, 328,084 Les vins et liquours, 21,180 Les fourrages des équipages, 210,500 Les porcelaines et cristaux, 188,000 Le linge de literie et de table, 90,000 Le mobilier 23,000

RECTIFICATION

C'est par erreur que, dans notre numéro d'avant-hier, en racontant un vol commis au tribunal de commerce, au préjudice d'un sieur Lucas, agent d'affaires, nous avons dit que l'auteur de la soustraction était un employé du greffe. Le voleur est un nommé M..., tout à fait étranger à l'administration du tribunal. Il a été arrêté avant-hier soir, à trois heures, et a été trouvé encore nanti du portefeuille. Nous comprenons fort bien l'importance de cette rectification, qui importe à l'honneur des employés du greffe de ce tribunal ; aussi l'accueillons-nous avec empressement.

Le Jour de l'An à Chislehurst

On nous écrit de Londres, le 2 janvier : Dimanche dernier, 31 décembre, les membres de la famille impériale, auxquels s'étaient joints un grand nombre de notabilités du gouvernement d'abord, se sont rendus, dès le matin, à Chislehurst, pour présenter leurs souhaits du nouvel an à l'empereur à l'impératrice et au prince impérial. Quelques personnes de distinction, qui avaient fait, à cette occasion, le voyage d'Angleterre, ont été présentées à Leurs Majestés par M. le duc de Bassano, ex-grand chambellan à la cour des Tuileries.

Après la messe, célébrée dans la chapelle du village de Chislehurst, et à laquelle ont

assisté les membres de la famille, ainsi que toutes les personnes en visite, un déjeuner d'une quarantaine de couverts réunissait les intimes du château. La reine d'Angleterre avait, à cette occasion, envoyé à l'empereur un magnifique et gigantesque pâté, qui a été admiré et goûté de tous les convives.

L'empereur et l'impératrice se sont entretenus tout à tour avec les personnes présentes, et ont trouvé pour chacun quelques paroles gracieuses de remerciement pour le bienveillant souvenir apporté aux exilés de Chislehurst.

Après quatre heures et demie, un train muni gracieusement à la disposition des hôtes du château par la compagnie anglaise, ramenait les invités. L'impératrice, suivie de M^{lle} Lebreton, sa dame d'honneur, a pris place dans un compartiment et a voulu reconduire jusqu'à Londres les princes Achille et Joachim Murat, ainsi que la duchesse de Mouchy, qui repartait le soir même pour Paris. La journée du lendemain, 1^{er} janvier, s'est passée complètement en famille, et personne n'a été admis au château.

Emprunt de 4,000,000 de dollars

DE LA VILLE DE WASHINGTON

CAITALE DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET DU DISTRICT DE COLUMBIA

Autorisé par acte du Congrès des Etats-Unis du 21 février 1871, et confirmé par vote du peuple du 24 novembre 1871.

Intérêts à 6 0/0 payables en or

Sans déduction d'impôt des Etats-Unis

LE 1^{er} JANVIER ET LE 1^{er} JUILLET DE CHAQUE ANNÉE

L'amortissement de l'emprunt se fera au moyen de rachats à effectuer par une commission nommée par le gouvernement.

Les obligations qui resteront en circulation après vingt années, seront remboursées au pair en monnaie légale des Etats-Unis.

Les obligations sont au porteur, et de 50, 100, 500 et 1,000 dollars.

Elles sont émises à 101 0/0, à raison de 5 francs le dollar, payables le 11 janvier.

Les souscripteurs pourront cependant ne payer que 100 0/0 lors de la souscription, et le reste le 11 mars au plus tard, mais en bonifiant les intérêts à 6 0/0.

Les souscripteurs auront en outre le droit de souscrire à l'emprunt de 10 millions de dollars, à raison de 5 francs le dollar, payables le 11 janvier.

Les obligations sont au porteur, et de 50, 100, 500 et 1,000 dollars.

Les obligations sont au porteur, et de 50, 100, 500 et 1,000 dollars.

Les obligations sont au porteur, et de 50, 100, 500 et 1,000 dollars.

Les obligations sont au porteur, et de 50, 100, 500 et 1,000 dollars.

Les obligations sont au porteur, et de 50, 100, 500 et 1,000 dollars.

Les obligations sont au porteur, et de 50, 100, 500 et 1,000 dollars.

Les obligations sont au porteur, et de 50, 100, 500 et 1,000 dollars.

Les obligations sont au porteur, et de 50, 100, 500 et 1,000 dollars.

Les obligations sont au porteur, et de 50, 100, 500 et 1,000 dollars.

Les obligations sont au porteur, et de 50, 100, 500 et 1,000 dollars.

Les obligations sont au porteur, et de 50, 100, 500 et 1,000 dollars.

Les obligations sont au porteur, et de 50, 100, 500 et 1,000 dollars.

Les obligations sont au porteur, et de 50, 100, 500 et 1,000 dollars.

Les obligations sont au porteur, et de 50, 100, 500 et 1,000 dollars.

Les obligations sont au porteur, et de 50, 100, 500 et 1,000 dollars.

Les obligations sont au porteur, et de 50, 100, 500 et 1,000 dollars.

Les obligations sont au porteur, et de 50, 100, 500 et 1,000 dollars.

Les obligations sont au porteur, et de 50, 100, 500 et 1,000 dollars.

Les obligations sont au porteur, et de 50, 100, 500 et 1,000 dollars.

Les obligations sont au porteur, et de 50, 100, 500 et 1,000 dollars.

Les obligations sont au porteur, et de 50, 100, 500 et 1,000 dollars.

Les obligations sont au porteur, et de 50, 100, 500 et 1,000 dollars.

Les obligations sont au porteur, et de 50, 100, 500 et 1,000 dollars.

Les obligations sont au porteur, et de 50, 100, 500 et 1,000 dollars.

Les obligations sont au porteur, et de 50, 100, 500 et 1,000 dollars.

Les obligations sont au porteur, et de 50, 100, 500 et 1,000 dollars.

Les obligations sont au porteur, et de 50, 100, 500 et 1,000 dollars.

Les obligations sont au porteur, et de 50, 100, 500 et 1,000 dollars.

Les obligations sont au porteur, et de 50, 100, 500 et 1,000 dollars.

Les obligations sont au porteur, et de 50, 100, 500 et 1,000 dollars.

Les obligations sont au porteur, et de 50, 100, 500 et 1,000 dollars.

Les obligations sont au porteur, et de 50, 100, 500 et 1,000 dollars.

Les obligations sont au porteur, et de 50, 100, 500 et 1,000 dollars.

Les obligations sont au porteur, et de 50, 100, 500 et 1,000 dollars.

Les obligations sont au porteur, et de 50, 100, 500 et 1,000 dollars.

Les obligations sont au porteur, et de 50, 100, 500 et 1,000 dollars.

Les obligations sont au porteur, et de 50, 100, 500 et 1,000 dollars.

Les obligations sont au porteur, et de 50, 100, 500 et 1,000 dollars.

Les obligations sont au porteur, et de 50, 100, 500 et 1,000 dollars.

Les obligations sont au porteur, et de 50, 100, 500 et 1,000 dollars.

Les obligations sont au porteur, et de 50, 100, 500 et 1,000 dollars.

Les obligations sont au porteur, et de 50, 100, 500 et 1,000 dollars.

Les obligations sont au porteur, et de 50, 100, 500 et 1,000 dollars.

Les obligations sont au porteur, et de 50, 100, 500 et 1,000 dollars.

Les obligations sont au porteur, et de 50, 100, 500 et 1,000 dollars.

Les obligations sont au porteur, et de 50, 100, 500 et 1,000 dollars.

